Coordination contre la société nucléaire



Bulletin numéro 1
Janvier 2006

Sommaire

Activités
- Paris — Page 6
  Tract «En attendant les liquidateurs, faites place aux cobayes !»
- Amiens — Page 8
  Réunion-projection. Tract «Trains nucléaires, trains de la mort».
- Reims — Page 10
  Intervention sur le site militaire de Moronvilliers. Tract «Mourir à Moronvilliers».
- Essonne — Page 12
  «Discipline nucléaire», critique du du nucléaire : les simulations, etc.
- Paris — Page 13
  Tract «Retour d'expérience», par Lonesome cobaye…
- Amiens-Reims — Page 15
  Tract diffusé à Bac-le-Duc contre les poubelles nucléaires en Meuse.

Informations — Page 16
- Les luttes en Val Susa, dans le Piémont, contre le TGV.

Images — Page 17
- Des vidéos contre le nucléaire, par le groupe Louise Becquerel.

Notes de lecture — Page 18
- «Le complexe nucléaire…», de Bruno Barrillot.
- «Le Mémento Malville…», de Simples Citoyens.

Retour sur le passé — Page 20
- Le Carlos, coordination radicale antinucléaire des années 1970.

Texte de présentation

Une coordination nationale de collectifs anti-nucléaires s'est constituée suite à la manifestation parisienne de janvier 2004 afin de rassembler, au départ au sein de «la mouvance libertaire», les individus et les groupes soucieux de poursuivre une critique de l'industrie nucléaire civile, ainsi que de la société qui la produit et qu'elle contribue en retour à transformer. Nous souhaitons aussi ne pas négliger les aspects militaires du nucléaire, que la critique a souvent tendance à oublier à l'heure actuelle, ou à identifier de manière un peu trop simpliste avec le nucléaire civil.

La base minimum d'accord pour la constitution de cette coordination fut le refus des buts et des méthodes du Réseau pour sortir du nucléaire, qui dans la régression actuelle voudrait se présenter comme «le» mouvement anti-nucléaire et «la» voie réaliste pour une sortie à terme. A l'opposé de ce réseau-lobby, notre minimum d'accord implique :

- D'œuvrer pour une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire, aussi légères que soient nos forces, et faibles les chances de voir se réaliser cette exigence – pourtant minimale devant la folie que constitue une prolongation de cette industrie, quelque forme qu'elle prenne.
- La défense impérative de notre indépendance et le refus de toute complaisance avec quelque appareil politique que ce soit – puisque aussi bien tous sans exception peuvent être qualifiés de nucléaristes et ont généralement œuvré activement pour imposer cette industrie à la société.
- Un mode de fonctionnement basé sur la libre association, la prise de décision en commun et le contrôle strict de toute délégation de pouvoir. Bref, le refus de la séparation entre organisateurs et piétaille militante juste bonne à manifester devant les médias, voire entre dirigeants et activistes professionnels.

Notre but n'est pas d'acquérir une «pseudo-représentativité» comme lobby, en multipliant les signatures ou les adhésions formelles, mais de dé-



fendre des idées et une critique que chacun puisse s'approprier par lui-même. De tels principes de fonctionnement ont porté dans l'histoire le nom de démocratie directe, et les multiples formes de récupération et de déformation qu'ont connues ces principes – jusqu'aux appels actuels à la «démocratie participative» – ne nous dissuadent pas de revendiquer ce nom. Remarquons enfin que la critique du nucléaire avec ses inévitables aspects techniques et la «spécialisation» qu'ils imposent exige d'être d'autant plus vigilants pour éviter que ne se reproduisent des rôles hiérarchiques, comme la figure du «contre-expert».

Une des raisons les plus fondées de refuser le nucléaire reste la menace d'une catastrophe majeure que fait courir la poursuite de cette industrie. Dans une époque de faiblesse des mouvements sociaux et de régression des consciences comme la nôtre, où les aspirations à une transformation sociale émancipatrice se font toujours plus évanescentes ou désarmées, c'est peut-être l'argument qui sera le moins inaudible pour l'ensemble de la population, bien que nous sachions depuis Tchernobyl l'inanité des espoirs dans une «pédagogie des catastrophes», et que les inquiétudes diffuses débouchent plus aujourd'hui sur la demande de protection de l'Etat que sur la critique et la remise en cause.

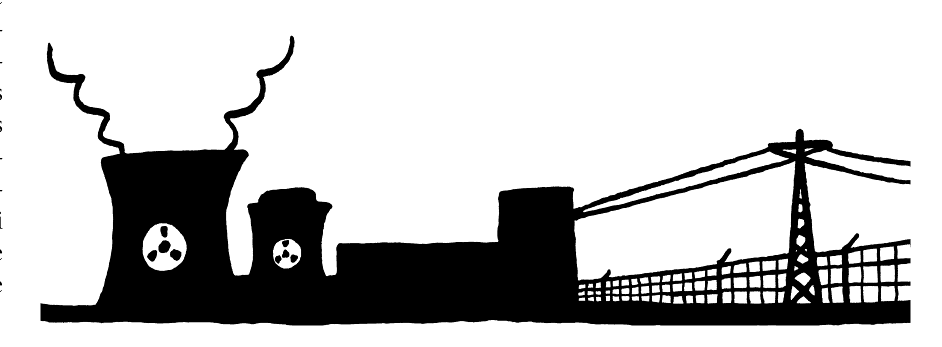
La probabilité d'une catastrophe majeure en France ne va cesser de croître dans les années qui viennent avec la décision de prolonger de dix ans la vie des centrales. C'est en tout cas ce que semblent penser les dirigeants, vu la série de mesures qu'ils sont en train de prendre, préparant dès maintenant l'après-catastrophe. Et c'est pourquoi la revendication de sortie du nucléaire en vingt ou trente ans est particulièrement inconséquente.

Cette menace de catastrophe n'empêche pas les dirigeants d'envisager la possibilité de relances de programmes nucléaires civils, à l'échelle française, européenne, et même mondiale : avec des centrales de troisième génération comme l'EPR franco-allemand, de quatrième génération comme celle du programme Inpro de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou encore avec des centrales thermonucléaires dont Iter devrait être le prototype, gérées par l'AIEA et les Etats les plus nucléarisés de la planète.

De même, derrière l'écran de fumée des traités sur la non-prolifération des armes nucléaires et sur l'interdiction de leurs essais grandeur nature, la course à l'extension et à la sophistication de l'arsenal nucléaire reprend de plus belle, course que les cinq puissances qui en détiennent officiellement le monopole comptent contrôler pour leur bénéfice exclusif. A côté des bombes destinées à terroriser les populations, issues de la Guerre froide, elles envisagent d'en construire d'autres, beaucoup moins puissantes mais plus adaptées aux conditions des guerres «préventives» modernes. En tout état de cause, l'anticipation la plus exacte possible des tendances en train de s'installer serait des plus utiles.

Mais la probabilité d'un accident majeur n'est pas la seule raison d'arrêter immédiatement l'industrie nucléaire. Le fonctionnement normal du nucléaire (sans catastrophe majeure) est inséparable de conséquences sanitaires catastrophiques : pollution par le fonctionnement des centrales, production suicidaire de déchets, avec parmi ceux-ci les centrales elles-mêmes après leur arrêt. Ce fonctionnement implique aussi de nombreux périls connexes à tous les stades de la production, qui peuvent être autant d'occasions d'intervenir en les dénonçant : transport et stockage des déchets, dissémination des sources radioactives, pollution lors de l'extraction des combustibles, contaminations diverses des travailleurs du nucléaire (et incidemment traficotage des embauches, des conditions de travail et des normes de sécurité), recyclage des déchets dans l'industrie, les Bâtiments et Travaux Publics ; sans oublier les menaces terroristes vis-à-vis des sites, menaces tout à fait crédibles, même si le pouvoir utilise désormais cette question comme argument central pour sa propagande et sa politique de militarisation.

La technologie nucléaire et son déploiement ont aussi, en-dehors de leurs implications sanitaires, des



conséquences politiques et sociales, et des effets sur les consciences absolument opposés à toute aspiration à la liberté et à la dignité humaines, ou à la recherche d'une autonomie individuelle et collective réelle. C'est à raison que l'on a pu parler à leurs propos de «technologies contre-insurrectionnelles préventives» ou de «glaciation nucléaire» de l'histoire des sociétés humaines.

L'histoire du nucléaire fût d'abord l'histoire de la Bombe, et de l'avènement d'une forme nouvelle et terrible de domination avec un monopole étatique sans précédents de la puissance et de la violence destructrice absolue ; avec aussi la création par le capitalisme d'un processus technique et bureaucratique incontrôlable, se développant de manière autonome, et très difficile à arrêter rapidement. En cela, et malgré leurs différences, le nucléaire civil est bien la parfaite continuation du nucléaire militaire.

Par le risque qu'il représente, le nucléaire participe aujourd'hui à l'ambiance sécuritaire au nom de laquelle les individus devraient abandonner les derniers lambeaux de liberté qu'il leur reste – ambiance sécuritaire dans un sens qui dépasse la sécurité en terme de police et d'utilisation d'instruments coercitifs, et où le besoin de protection devant des catastrophes tant sociales qu'écologiques a toute sa place. Il produit ainsi, par la terreur larvée qu'il instille, par la dépossession qu'il incarne, une mentalité accablée et résignée, bref soumise, et une dépendance de fait aux spécialistes, jusque dans une hypothétique phase d'arrêt et de démantèlement de l'ensemble de la filière.

Enfin, le nucléaire répond aux nécessités de production massive et centralisée d'électricité des sociétés industrielles modernes.

Certes, contrairement à un argumentaire simpliste parfois repris par les antinucléaires radicaux, et paradoxalement encouragé par la propagande des nucléaristes eux-mêmes, une industrie nucléaire civile omniprésente n'est pas du tout inhérente aux sociétés de consommation de masse modernes : il existe nombre de sociétés de consommation modernes, et non des moindres, où la part du nucléaire dans la production électrique totale est beaucoup plus marginale qu'en France (cf les USA), voire inexistante (cf l'Autriche et le Danemark). Le chantage d'EDF sur «le nucléaire ou la bougie» est donc bien avant tout un gros mensonge chargé de dissimuler l'aberrante exception française en matière de nucléaire.

Il n'en est pas moins vrai – et c'est pour nous décisif – que le nucléaire est, en France, par sa propagande récente, et surtout par son existence réelle, le partenaire privilégié d'un mode de vie consumériste et confortablement irresponsable, d'une fuite en avant dans la consommation passive de marchandises comme mode de vie à la fois résigné et schizophrénique, qu'ont diffusé comme un cancer les dernières décennies. Il encourage et permet notre dépendance vis-à-vis de l'absurde et misérable «confort électrique» (chauffage électrique, TGV, électro-ménager, TV, hi-fi, et maintenant «Technologies de l'information et de la communication»).

Dans le monde qu'ont produit la société industrielle et chacune de ses technologies depuis un demi-siècle – et dont le nucléaire est une espèce de concentré, de forme idéale – la soumission de chacun aux impératifs de l'économie, à ses faux besoins, à sa propagande, a substitué la satisfaction des petits caprices du consommateur à la liberté véritable, et a fait oublier la différence entre les besoins et les désirs authentiques, et les envies manipulées pour les marchandises et les gadgets.

Au-delà du redoutable cas particulier du nucléaire, c'est en fait la question des besoins réels propres à une société qui se trouve au cœur de notre démarche critique. Si nous sommes opposés au nucléaire et à son monde, c'est parce que nous considérons que seule une société

Où et comment nous joindre

Coordination contre la société nucléaire
c/o CNT-AIT, BP 46,
91103 Corbeil cedex

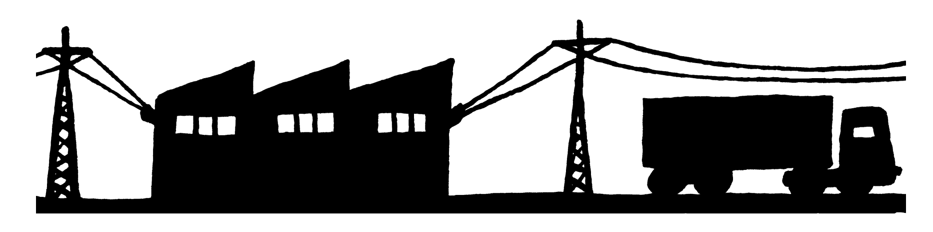
- **Egrégore**
BP 1213 51058 Reims cedex

- **Collectif contre la société nucléaire**
c/o CNT-AIT, BP 46,
91103 Corbeil cedex

- **Stop nucléaire Lyon**
c/o Librairie La Gryffe
5, rue Gryphe, 69007 Lyon

- **Collectif libertaire amiénois antinucléaire**
CNT-AIT c/o CTC, 151, rue Dejean, 80060 Amiens cedex 9

- **STA**
BP 1021, 76171 Rouen cedex 1



en mesure de définir ses propres besoins en dehors de toute considération mercantile et de tout fétichisme technique pourrait être réellement libre. Certes, la société actuelle, avec le mode de vie qu'elle généralise de gré ou de force, nous apparaît éminemment critiquable non seulement à cause des nuisances et des dangers qu'elle produit inévitablement, mais aussi à cause de l'effarante pauvreté de son usage de la vie ou de sa conception du bonheur et de la richesse humaine. C'est pourquoi, si une chose aussi invraisemblable qu'un nucléaire sans danger sortait un jour du chapeau d'un magicien en blouse blanche, nous trouverions tout aussi nécessaire de nous y opposer.

Nous n'ignorons évidemment pas qu'à notre époque l'immense majorité de la population n'envisage plus de remettre en cause le mode de vie qui lui est fourni par la production moderne, et donc la quantité aberrante d'énergie qu'elle consomme, parce qu'elle en est devenue tout à fait dépendante et qu'elle ne sait plus imaginer autre chose. Devant cette situation, les écologistes d'Etat et leurs dupes mettent systématiquement en avant de prétendues alternatives techniques au nucléaire – énergies renouvelables et économies d'énergie – qui permettraient miraculeusement de vivre de la même manière, et dans le même monde, mais sans les «problèmes» de pollution et les risques de catastrophes. Malheureusement pour eux ces prétendues solutions techniques ne pourront vraisemblablement que rester marginales – et toujours centralisées et hors de contrôle des populations. Elles ont en réalité pour seules conséquences de renvoyer dans un avenir indéterminé une sortie effective du nucléaire.

En l'absence d'un profond bouleversement de la société, de son mode de production, et du mode de vie de chacun, bref en l'absence d'une révolution, il n'existe tout simplement pas d'alternative technique au nucléaire qui soit satisfaisante sur le plan écologique. Pour autant, il serait évidemment absurde de prétendre attendre une révolution pour mettre un terme à la fuite en avant du nucléaire alors que celle-ci risque d'être imposée partout dans le monde.

Il est donc très vraisemblable que dans le contexte actuel un arrêt de la production d'électricité nucléaire impliquerait une augmentation considérable de la production d'électricité à partir de charbon, de gaz, ou de fioul. Et il est bien évident que cela reposerait à court terme d'autres problèmes environnementaux très graves.

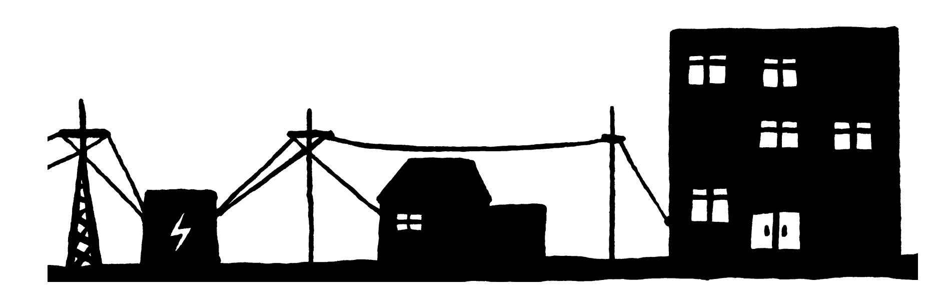
Si une telle réforme était décidée, cela constituerait bien sûr en soi un net progrès de la situation, en réduisant considérablement les risques les plus immédiats pesant sur nos têtes. Mais il est très improbable que l'Etat français prenne cette décision de lui-même. Si par contre un arrêt du nucléaire était imposé par un mouvement social cela témoignerait d'un changement considérable, et d'une fin de la passivité des populations dépassant de très loin la seule question nucléaire, et augurant de bouleversements politiques beaucoup plus généraux.



La psychologie de masse de l'ère nucléaire aux Etats-Unis, au cours de la Guerre froide. Eros voilé par Thanatos, ou l'érotisme refoulé et mis au service de la terreur d'Etat.

C'est pourquoi nous pensons que la reconstruction d'un mouvement antinucléaire conséquent exige d'abord de refuser de considérer sous l'angle exclusivement technique le problème social du nucléaire et de mettre au centre de notre critique la question politique. Il s'agit donc de poser d'abord la question : «Qui décide ?» et de soulever le scandale d'une folie imposée par l'Etat, à la fois conséquence ultime de la logique utilitariste et quantificatrice abstraite du capitalisme moderne, et choix irrationnel même d'un point de vue économique.

Mettre ainsi en avant la question politique c'est s'efforcer de contribuer à la renaissance de la discussion publique autonome de nos conditions de vie en refusant le monopole de la parole des médias et des spécialistes – le premier pas indépassable pour voir peut-être réapparaître une force sociale susceptible de combattre le nucléaire et le reste.



En conclusion de ces quelques précisions quant à nos raisons de refuser le nucléaire, se pose la question des perspectives d'interventions que nous envisageons de suivre et des buts qu'il nous semble réaliste de poursuivre pour cette coordination. L'écrasement du mouvement anti-nucléaire depuis des années comme l'apparition de menaces plus récentes – que ce soit l'envahissement de nouvelles technologies (comme les biotechnologies ou l'informatique), la dégradation des rapports sociaux et des conditions d'existence en général ou l'évolution de la situation économique et «politique» – tout semble concourir à faire détourner la pensée de nos contemporains de la menace nucléaire, devant des problèmes plus récents et plus immédiats.

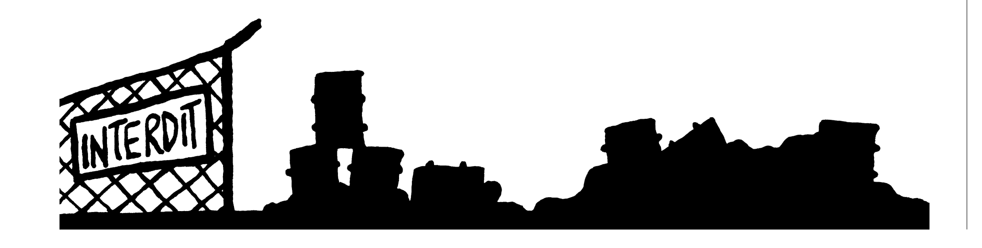
Il importe de réaffirmer que pour être ancienne la question n'en est pas moins toujours aussi actuelle et que ses conditions générales, les problèmes qu'elle pose, se sont aussi transformés, même si il faut bien constater que pour l'essentiel nous sommes obligés de répéter encore et toujours la même chose, et que le découragement qui en résulte est certainement une des sources de la faiblesse persistante de la critique antinucléaire.

Toutes les occasions sont bonnes de faire entendre des voies discordantes – par voie d'affiches, tracts, bulletins, interventions, conférences-débats – d'essayer d'informer et de sensibiliser aux aspects les plus actuels du nucléaire, de stigmatiser les innombrables complicités, de démonter les rhétoriques nouvelles ou remises au goût du jour qui se mettent en place, jouant toujours plus des airs contradictoires pour s'efforcer de concilier la technologie nucléaire par essence ultra-centralisée et autoritaire avec les formes plus modernes de contrôle social symbolisées par Internet, avec lesquelles la dépossession est certes toujours aussi réelle mais plus diffuse et dissimulée derrière le «réseau» et la participation.

Il nous faut donc désormais critiquer à la fois l'habituation à la catastrophe et l'endormissement, le secret-défense et la transparence, la culpabilisation par la co-responsabilité chère au citoyennisme et la valorisation de besoins créés de toute pièce. Dans ce contexte, nous ne pouvons qu'œuvrer à recréer un mouvement antinucléaire qui tente de peser sur la situation, en ouvrant le débat, en avançant dans la compréhension des choses (du nucléaire, de la soumission), en tentant de faire évoluer ces questions, tout en s'opposant radicalement à la logique nucléariste. ■

Paris, juin 2005
Coordination contre la société nucléaire

P.S. Il va de soi que ce texte rend compte de l'état actuel de nos discussions et qu'il reste ouvert.



Brèves

Areva : le nucléaire à l'école sous couvert d'écologie !



Pour la rentrée 2004, le ministère de l'Education nationale a pondu la circulaire n° 2004-110 relative à l'éducation à l'environnement pour le développement durable, laquelle est désormais incluse dans les programmes dès l'école primaire. Pour le ministère, elle doit sensibiliser les élèves aux problèmes de l'écologie, «qui sont des problèmes globaux de société» et, par suite, «être ancrée dans toutes les disciplines» afin de les rendre «écoresponsables». L'intention paraît noble, à première vue. Les syndicalistes de l'Education nationale, de sensibilité de plus en plus écologiste, c'est bien connu, ont accueilli favorablement la circulaire et n'hésitent pas, en règle générale, à l'appliquer. Pourtant, il suffit de la survoler pour saisir quel est l'objectif réel de l'Etat : transformer, dès l'enfance, les futurs citoyens en coresponsables du désastre en cours et, en plus, faire auprès d'eux la promotion du nucléaire ! Ainsi, c'est à Areva qu'est confiée, en grande partie, la noble tâche de former les maîtres en matière d'écologie ! ●

Octobre 2005
A. D.

En attendant les liquidateurs,* faites place aux cobayes !

Démocratie de proximité, mode d'emploi…

Décembre 1981

«La commission peut disposer de l'ensemble des informations et des études en provenance des promoteurs du projet ainsi que de toutes les prescriptions qui leur sont notifiées par les administrations qui les contrôlent, à l'exclusion des secrets industriels et sous réserve des secrets de défense nationale et des impératifs de sécurité publique.»

Circulaire sur la création des CLI, envoyée par Mauroy, Premier ministre socialiste de Mitterrand, aux préfets.

Février 2002

«Le débat vise à informer le public sur des projets d'aménagement d'intérêt national… Il est l'occasion d'apporter des réponses, dans les limites prévues par la loi, ➥ PAGE 7



A l'occasion de la construction de l'EPR à Flamanville, le gouvernement annonce à grands frais «le premier débat public sur des centrales nucléaires», accompagné d'autres sur les lignes à très haute tension et les poubelles nucléaires. Tout cela orchestré par un organisme pseudo-indépendant, la Commission nationale du débat public. Mais, en réalité, c'est l'Etat qui est le véritable maître du jeu. L'objectif de la Commission le montre bien : *«Faire que la population participe aux discussions des experts».* Lesquels, c'est connu, ne remettent jamais en cause le bien-fondé du nucléaire. Le cadre défini pour les conférences le confirme : il s'agit d'ergoter à l'infini sur des détails techniques, en particulier en matière de sûreté, et de passer sous silence l'essentiel, sous prétexte de secret défense.

Ce que l'Etat veut nous faire accepter

Désormais, l'Etat français prétend aborder la question de la protection des populations face aux dangers potentiels du nucléaire. Mais ce n'est qu'un écran de fumée destiné à cacher l'essentiel : le maintien et la relance des programmes nucléaires, civils et militaires, à l'échelle mondiale, ainsi que l'acceptation des risques qu'ils engendrent. C'est pourquoi, dans ces conférences, le problème de la pollution radioactive «normale» ou «exceptionnelle» que les installations nucléaires sont autorisées à rejeter n'est pas abordé. Et encore moins celui du risque d'accident majeur toujours possible, même en France, avec les conséquences effroyables qu'il implique : sanitaires, économiques et sociales. Les réflexions entre spécialistes regroupés autour du programme Sage montrent à quel point ils s'y attendent. Ce programme a en effet pour objet de faire accepter aux populations la survie en terrain contaminé, comme le montre l'une des principales mesures prises : relever les normes admissibles pour qu'elles soient moins contraignantes. Paradoxalement, les normes de radioprotection n'ont pas cessé de baisser depuis plus de cinquante ans. La Commission internationale de protection radiologique, elle-même institution officielle, reconnaît qu'il n'y a pas de seuil d'innocuité en matière de radiations : toute dose comporte des risques. En réalité, par protection, l'Etat entend la sienne propre et la continuation du nucléaire contre ce qui pourrait le remettre en cause. Là, les experts en calcul des risques sont indispensables. S'ils acceptent désormais d'en parler en public, c'est pour les comptabiliser comme n'importe quel courtier en assurances visant à sauvegarder la compagnie qui le paye et pour qui les individus ne sont que des pions. Et pour justifier l'existence de la société militarisée que le nucléaire nécessite inévitablement. Le nucléaire, c'est avant tout la dictature technologique pour nous gérer, voire nous trier comme du bétail en cas de catastrophe.

Des décisions déjà prises

L'Etat a aujourd'hui l'impudence de présenter les conférences sur le nucléaire comme des nouveautés. Or, en matière de comédie, de «prise de pouls sur le tas» et de «mise à disposition d'informations censurées», il n'en est pas au premier essai : des Commissions locales d'informations sur le nucléaire aux Conférences citoyennes sur les OGM. Inventées par Mauroy, alors Premier ministre socialiste, en 1981, les CLI visaient à faire avaler les

premiers programmes électronucléaires aux populations rétives en y faisant participer les associations écologistes. Pour l'essentiel, leur activité consistait, et consiste toujours, à écouter les monologues des nucléaristes d'EDF et à participer à des visites guidées de centrales taillées sur mesure. La CNDP, créée sur les conseils du même Mauroy en 1995, n'a fait que relooker et généraliser la recette des CLI. A la différence qu'aujourd'hui, l'Etat français fait mine d'associer la population hexagonale à des décisions qui engagent le présent et l'avenir de la population mondiale. Tchernobyl l'a déjà montré : le nucléaire ne connaît pas les frontières. Les décisions ont déjà été prises ailleurs, non seulement au niveau de l'Etat français, mais aussi par le biais d'accords entre Etats, de consortiums et d'institutions mondiales qui, comme l'Agence internationale de l'énergie atomique,** sont leurs promoteurs et les administrateurs de la course folle au nucléaire : de l'EPR et l'Iter jusqu'à la gestion planétaire des poubelles radioactives. En réalité, l'Etat fait semblant de tenir compte des interrogations, voire des inquiétudes, des populations locales pour leur faire accepter l'inacceptable et les rendre coresponsables de choses qui les dépassent. C'est bien pratique en cas de pépin : elles n'auront qu'à s'en prendre à elles-mêmes. Et, en attendant d'être envoyées sur le terrain comme liquidateurs, elles sont conviées à jouer le rôle de cobayes des programmes nucléaires existants et à venir.

Des écologistes en mal de reconnaissance

C'est donc dans ces conditions où les individus n'ont jamais été aussi peu de chose, aussi atomisés et foulés aux pieds, aussi éloignés des prises de décisions qui les engagent, que la mascarade de la «démocratie de proximité» est mise en place. Laquelle nécessite des interlocuteurs et la participation de prétendus délégués de la «société civile». Dans l'espoir de jouer les conseillers du prince, les associations écologistes, comme Greenpeace, ont donc accepté les conditions draconiennes posées par l'Etat pour participer à la préparation du show, passant sous silence les expériences lamentables du passé en la matière, escamotant la discussion sur le fond, peaufinant les ordres du jour pour cerner les détails et chicanant pour faire accepter les experts de leur choix. Mais la donne du jeu nucléaire n'a pas changé. Il faut toute la veulerie intéressée des leaders écologistes pour s'offusquer aujourd'hui que la Commission manie elle aussi la censure et que l'institution nucléariste ne supporte même pas l'idée de leur présence. Au point de les amener à se retirer. Il ne pouvait pas en être autrement.

Des enjeux qui ne sont pas les nôtres

A travers ces prétendues discussions, l'Etat veut nous enchaîner à des combats qui ne sont pas les nôtres. En particulier avec l'EPR. Personne ne sait si l'EPR fonctionnera comme prévu, pas même les technocrates d'EDF qui, derrière l'apparente sûreté de leurs propos, avancent à tâtons en terrain miné. Sur fond de crise de l'énergie et d'accumulation des facteurs de guerre, à tous les sens du terme, la course au contrôle et à l'extension du marché électronucléaire reprend de plus belle. Ces enjeux ne sont pas les nôtres et nous refusons de prendre position sur des questions qui ne nous concernent pas, pas plus que de discuter avec ceux qui nous les imposent et nous détournent de toute possibilité de lutter réellement contre le nucléaire et la société qui le génère. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'inciter ceux qui refusent le nucléaire à saboter, pour le moins, ces espaces d'acceptabilité et de soumission à l'autorité de l'Etat. ■

30 octobre 2005
Le collectif parisien



➡ PAGE 6 aux questions qu'il pose, sans rechercher le consensus… Le maître d'ouvrage, quant à lui, devra surtout montrer ultérieurement comment il a tenu compte des éléments portés au débat.»

L'objectif du débat public initié par la CNDP, par la commission parlementaire encharge de la loi Démocratie de proximité, Mauroy rapporteur.

Août 2003

«Toutes les informations relatives aux matières nucléaires présentent désormais le caractère de secret de la défense nationale… Elles doivent donc être classifiées et leur diffusion être strictement restreinte.»

Ministère de l'Economie, arrêté prévoyant des sanctions jusqu'à sept ans de prison en cas de divulgation de telles données, de la fabrication au stockage.

Novembre 2004

«Bien entendu, le débat public sur le réacteur EPR ne saurait être considéré comme un débat sur l'ensemble de la question nucléaire ni de l'ensemble de la politique française énergétique qui sont bien sûr des problématiques beaucoup plus vastes.»

Proposition pour un débat public exemplaire sur l'EPR, envoyée par Greenpeace, Les amis de la Terre, le WWF… à la CNDP.

* **Liquidateurs** est le nom donné aux «volontaires», en règle générale désignés d'office, chargés d'intervenir juste après l'explosion sur le site de Tchernobyl.

** **L'AIEA,** l'institution nucléariste mondiale, vient de recevoir le prix Nobel de la paix pour sa prétendue contribution à la lutte contre la prolifération des armes nucléaires.

Réunion du collectif libertaire antinucléaire amiénois

C'était le troisième débat* que le collectif organisait sur Amiens, ce 10 novembre. Une quarantaine de personnes avaient fait le déplacement pour discuter du caractère policier et totalitaire de cette énergie, en «fonctionnement normal» comme lors d'une catastrophe où seule l'armée serait «apte» à gérer les conséquences. Ensuite, il nous a fallu voir comment «nous nous étions habitués à cette situation».

Le film *Discipline nucléaire* de quelques amis(es) antinucléaires fut un bon support à notre discussion. L'assistance fit apparaître de profondes divergences entre d'une part ceux qui cherchent à donner des alternatives énergétiques au nucléaire, même si celles-ci sont dérisoires comme l'éolien, et ceux qui souhaitent parler de réels besoins et désirs à partir d'une autre organisation sociale. Il nous a fallu là supporter la propagande d'un opposant local aux éoliennes** mais aussi les réponses naïves d'antinucléaires du réseau Sortir du nucléaire et de Verts. Un des principes du collectif dans la tenue d'un débat est que tous les points de vue puissent s'exprimer. Nous y avons réussi, hormis le RG présent. La deuxième satisfaction, c'est lorsque le débat s'enlise sur «la sortie technique du nucléaire» et qu'un camarade intervient en faisant cette déclaration :

«Nous ne pouvons continuer à débattre sur la question du "comment gérer les choses". Car agir ainsi, cela nous amène à dire ce que nous ferions à la place des gouvernants et gestionnaires de ce monde ou bien à dire à ces derniers à quelle sauce nous préférons être mangés. Voilà une alternative que je refuse. Notre collectif se veut libertaire, c'est bien de là qu'il faut partir. Il s'agit de politiser le débat, donc de prendre position au sein de ce monde qui engendre le nucléaire entre autres saloperies. La seule question qui mérite d'être posée en préalable à tout débat est : quelle vie mérite d'être vécue ? Il est clair que je refuse le nucléaire parce que je refuse ce monde. Je ne cherche pas à savoir combien il faut d'éoliennes pour remplacer une centrale nucléaire ; je dis d'abord que la volonté de produire tant d'énergie sert avant tout à faire tourner des usines de mort qui produisent gadgets et antidépresseurs. J'affirme que je n'ai pas besoin du TGV – fort gourmand en énergie – car je veux prendre mon temps. Bref, même s'il n'y aura jamais de sortie totale du nucléaire à cause des déchets qui sont irrémédiablement là, il convient d'affirmer notre volonté de sortir de ce monde de la domination en nous attaquant à tous ses dispositifs. En préalable d'un projet aussi ambitieux, il convient de ne pas reprendre son langage et ses catégories de jugement : nous ne voulons pas d'une économie plus verte, nous ne voulons pas d'emplois écologiques.»

Là-dessus, un silence s'installe dans la salle et je demande à l'assistance si ce silence est bien le signe d'une approbation de ce qui vient d'être dit. Aucune objection ! Même s'il faut se garder de trop d'optimisme sur cette réaction, elle reflète tout de même un désir de changement, même si refoulé par un manque de réflexion ou de courage, voire par l'impuissance intériorisée et généralisée.

Certains copains ont objecté le débordement sur d'autres sujets comme les OGM ou le citoyennisme. Ceci est inéluctable. A nous de répondre à ces questions en étant le



plus concret possible, sur les causes des échecs et les voies sans issue des «récupérateurs politicards». Beaucoup d'informations ne sont pas connues du «public» et certaines réactions sont plus à mettre sur le compte de la naïveté que de la mauvaise foi ou de la soumission.

Bien entendu, nous n'avons pas pu discuter des actions à mettre en œuvre pour saper les intérêts moraux et financiers des nucléaristes, mais nous sommes sûrs que ce débat y contribuera. A suivre… ■

Octobre 2005
M., du collectif amiénois

* **Dès le début,** le collectif amiénois a tenu à lier des interventions locales à une réflexion critique «nationale».

** **Sur le département** de la Somme, plusieurs projets de champs de quatre à six éoliennes sont prévus. Quelques-unes sont en fonctionnement mais il s'avère que le préfet (gouvernement/Etat) veut de grands camps (en bordure des côtes, en mer ou bien encore sous la mer).

Trains nucléaires, trains de la mort

Il s'appelait Sébastien
Il avait 22 ans
Il est mort, victime du nucléaire et du capitalisme pour que vive l'avenir.

La SNCF transporte, c'est son rôle, elle n'est pas là pour poser des questions pourvu que cela soit rentable. C'est pour la rentabilité que la SNCF restructure, supprime des lignes, des postes, des trains de voyageurs ou de fret jugés déficitaires. Alors, comment expliquer que les transports de déchets nucléaires, les trains renforcés de CRS circulent d'un bout à l'autre du parcours accompagnés de cadres de la traction, des cadres du transport sont mobilisés à chaque relais. Le long des lignes, la surveillance est accrue, les polices et gendarmeries sont sur le pied de guerre. De là à penser que ces transports sont subventionnés par l'Etat, la Défense nationale (donc par notre exploitation) il n'y a qu'un pas. Nous qui pensions que les subventions étaient interdites par Bruxelles !

A une certaine époque, l'Etat français de Pétain ordonnait à la SNCF de transporter vers l'Allemagne dans des wagons à bestiaux des voyageurs, gênant l'accomplissement de l'ordre nouveau prôné par Hitler. La direction de la SNCF, sans état d'âme, a organisé de manière exemplaire ces transports. Mais il y eut des cheminots qui s'opposèrent, qui entrèrent en désobéissance. Aujourd'hui, pas de réaction, le nucléaire avec sa pseudo-propreté de façade passe pour la panacée au sein des populations, même s'il pollue irrémédiablement la planète pour des millions d'années. Aucun syndicat (conventionnel) ne s'est opposé à quoi que ce soit. Tout au plus certains, comme SUD, à l'image de Dominique Malvaud, membres du CNHSCT (*La Voie du rail* du 4 avril 2001) qui déclare ne pas être contre à la condition d'une totale transparence concernant ce type de transport.

La SNCF est également grande consommatrice de nucléaire. Les TGV sont particulièrement gourmands, ces trains sont la vitrine de la société capitaliste, toujours plus loin, toujours plus vite, toujours à la recherche de marchés à l'étranger. Le tout-TGV à la SNCF désertifie des régions entières : le budget ne permet plus d'entretenir les lignes classiques, imposant des limitations de vitesse et une offre visant à décourager les voyageurs, par exemple, il faut 1 heure 30 min de plus qu'il y a 20 ans pour effectuer la transversale Nantes-Lyon, c'est plus rapide de faire Nantes-Paris et Paris-Lyon en TGV.

Le nucléaire est l'énergie indispensable de l'asservissement à la société. De part ses dangers propres et induits, seule une société parfaitement policée et militarisée permet son fonctionnement. Le nucléaire permet soit-disant l'indépendance énergétique de la France alors que l'uranium est maintenant importé. C'est l'énergie la moins chère car on ne prend pas en compte le démantèlement des centrales en fin de course, les déchets qui polluent définitivement la planète. Les opposants aux transports existent. Il y a les pros de la politique qui briguent des sièges au parlement ou dans les ministères. Leurs positions sont aussi ambiguës que leurs personnalités : ils arrivent à concilier capitalisme et écologie. Il y en a d'autres qui sont sûrs que la société industrielle détruit la planète et qui mettent tout en œuvre pour la sauver (blocage des transports des déchets ; oppositions à l'implantation de nouvelles centrales ou à la prolongation du fonctionnement des centrales existantes ; opposition à l'enfouissement des déchets nucléaires à vie longue). Nous sommes de ceux-ci. ●

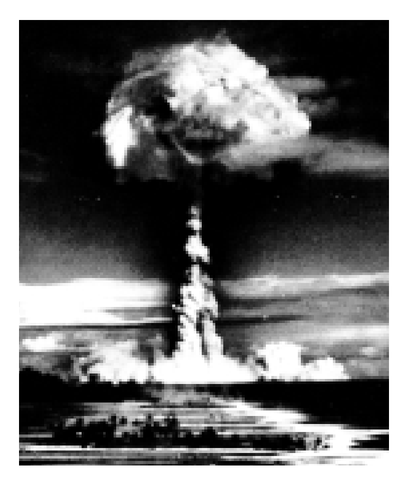
Novembre 2004
Collectif libertaire antinucléaire amiénois

Brèves

Le syndrome du Golfe à la trappe !

Reprenant la thèse sur la «radiophobie» des populations nucléarisées par Tchernobyl, l'enquête de l'Inserm affirme que le «stress», dû à la guerre, explique pour l'essentiel les symptômes signalés par les vétérans français, les leucémies et les cancers n'ayant aucune «valeur significative». «Rien ne démontre l'existence d'un syndrome du Golfe», a indiqué en juillet 2004 le Pr Salomon, directeur de l'unité de l'Inserm de Bordeaux dépendante de la Défense, précisant «que seul le quart des sujets concernés ont participé à l'enquête». Or, Avigolfe, l'un des lobbies de vétérans du Golfe et des Balkans, indiquait en septembre 2004, que par «vétéran, le forfait est de 180 euros», pour «la radio des poumons, la prise de sang, la consultation et les rares analyses d'urines où ils ne recherchent pas l'uranium 236, déchet radioactif, cancérigène et toxique.» Comme la grande majorité des maladies nucléaires mettent des années, voire plus, pour apparaître, l'omerta nucléariste a de beaux jours devant elle. Pour les populations qui, de l'Irak aux Balkans, sont arrosées d'uranium appauvri, il n'est bien sûr même pas question d'enquête… ●

Décembre 2005
A. D.



Brèves

Qui veut la peau de Nucléon ?



Samedi 15 octobre 2005 à la fête de la Science, dans les jardins du Sénat au Luxembourg, le stand de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a été assailli par un Comité de lutte antinucléaire en plein après-midi. Il s'agissait de dénoncer en acte l'infamie de cette mascarade où l'on prétend expliquer aux enfants, dans la joie et la bonne humeur, que ce qui empoisonne, tue et dépossède est bon. Un texte intitulé «Du bâton pour les guignols» a accompagné un déluge d'œufs pourris et d'insultes essuyé par les pédagogues ébahis du risque radioactif. Notons aussi qu'à cette occasion, Nucléon, «mascotte virtuelle interactive» censée présenter «le travail de l'Institut», nous a quitté. Heureusement nous gardons un témoignage en image de son exemplaire dévotion robotisée au mensonge contemporain. ●

Janvier 2006
P.

Mourir à Moronvilliers…

Juste avant la dernière rencontre de la Coordination contre la société nucléaire, le samedi 10 septembre dans la matinée, nous nous sommes rendus à une bonne vingtaine de personnes à Pontfaverger. Rappelons que cette commune abrite la base militaire de Moronvilliers où le CEA pratique des essais dits froids en utilisant des répliques d'un modèle de bombe nucléaire où est remplacée la matière nucléaire comme le plutonium par de l'uranium appauvri et parfois quelques grammes de plutonium pour voir comment réagissent les explosifs chimiques qui sont dans la bombe.

Il s'agissait avant tout de coller l'affiche de la coordination, *Nucléaire : la voie criminelle,* et de tenter de rencontrer la population qui, bien souvent, travaille sur ce site en lui distribuant un tract d'informations connues* dans le but que les langues se délient. ce tract dénonçait les conditions de travail des salariés embauchés par des entreprises sous-traitantes du CEA, véritables trimardeurs du nucléaire militaire, même si ici le véritable danger est plus d'ordre chimique que d'ordre nucléaire. Ce tract** se terminait par une dénonciation de la course à l'extension et à la sophistication de l'arsenal nucléaire. Pour nous, *«lutter contre les futures catastrophes… passe aujourd'hui par l'exigence de la fermeture de ce site de Moronvilliers».*

Ce n'est pas la première fois que des antinucléaires se rendaient dans cette commune ; voici quelques années les portes se refermaient et les rues se vidaient. Là, nous avons, dès notre arrivée, tombé sur la sortie de l'école communale. Même après avoir lu notre texte, nous n'avons pas ressenti d'agressivité à une notable exception près : *«Vous voulez que ce canton meure !»* de l'antiquaire du coin. Les langues ont commencé à se délier lorsqu'un habitant est sorti de sa maison pour nous dire qu'il avait travaillé sur le site (avec la personne de 35 ans qui vient de mourir d'un cancer) en bleu de travail mais avec des chaussures de sécurité dans le démontage d'une aire bétonnée contaminée par des expériences à l'air libre qui ont eu lieu dans les années 1960-1970. Nous apprenons que d'autres personnes viennent de décéder et que d'autres sont bien malades.

Nous ne pouvions pas quitter ce village sans un contrôle de gendarmerie. C'est un «site sensible» surveillé en permanence par 21 gendarmes sur les 24 que compte cette brigade ! Alors que 4 d'entre nous n'avaient pas leurs papiers sur eux dont 2 mineurs, nous avons été surpris de la réaction des forces de répression qui ne nous ont pas ennuyés, se fiant aux déclarations orales des contrôlé(e)s. Du jamais vu ! Comme quoi, le moral des troupes n'y est plus… ■

Septembre 2005
D., d'Egrégore

* **La porte** de la cuve des essais dits froids a sauté en novembre 2004, plusieurs travailleurs de ce site viennent de mourir d'un cancer, d'autres ont bien des soucis de santé… Voir *Courant alternatif* 149 et 151.

** **La copie** de ce tract est disponible. Ecrire à Reims.

Mourir à Moronvilliers

Officiellement, depuis 1996, il n'y a plus d'essais nucléaires en France, dans leur phase finale, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de bombe atomique qui explose comme ce fut le cas dans le Sahara de l'Algérie française ou à Moruroa en Polynésie.

Par contre, des essais dits froids sont effectués à Pontfaverger-Moronvilliers. Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) pratique des explosions en utilisant des répliques d'un modèle de bombe nucléaire où est remplacée la matière nucléaire comme le plutonium par de l'uranium appauvri et, parfois, quelques grammes de plutonium pour voir comment réagissent les explosifs chimiques qui sont dans la bombe. A Moronvilliers, la réaction en chaîne qui a lieu lors d'un essai grandeur nature n'a pas lieu. Mais nous sommes loin des essais en laboratoire comme l'avait dit Chirac en 1996. En effet, ici, il y a périodiquement des explosions qui, après avoir été commises à l'air libre, ont lieu maintenant dans une cuve. En novembre 2004, le couvercle de la cuve a sauté et cela a créé une véritable panique sur ce site. Il y a donc eu rejet de poussières d'uranium appauvri et peut-être d'autres matières tels le béryllium, employé dans les détonateurs des bombes nucléaires.

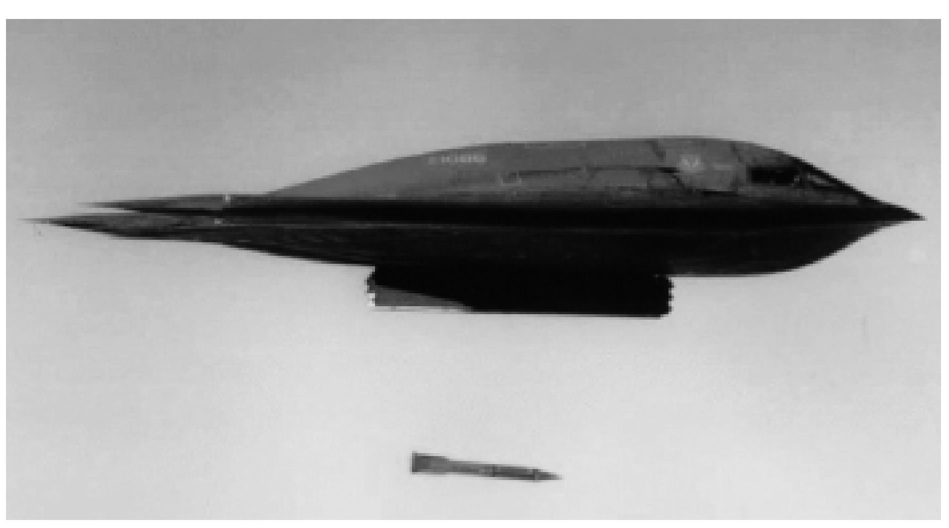
Entendons-nous bien, le véritable danger n'est pas ici d'ordre nucléaire mais d'ordre chimique où quelques milligrammes de poussières avalées ou inhalées peuvent provoquer des cancers. Dans la région, aucune étude n'est faite sur l'éventuel impact de ces essais «à froid» sur la santé des populations. Pour obtenir une telle étude, il faudrait une réelle volonté de lutte. L'Etat français n'a jamais donné de précisions sur ces opérations liées à la sale guerre nucléaire, qu'il s'agisse de Moruroa ou du désert algérien, qu'il s'agisse des populations civiles ou du personnel militaire. Il en allait de sa crédibilité pour l'ensemble de son programme nucléaire.

De plus, comme dans tout site nucléaire qu'il soit civil ou militaire, des salariés embauchés par des entreprises sous-traitantes du CEA (ou d'EDF dans le cas de centrales nucléaires) font le sale boulot. Sous couvert du «secret défense», ces salariés doivent évidemment se taire ; ils se taisent d'autant plus que le chantage à l'emploi s'exerce directement ou implicitement. Or, depuis quelques mois, des travailleurs perdent la vie en voulant la gagner pour avoir, par exemple, détruit aux marteaux-piqueurs, sans aucune protection, une aire bétonnée contaminée par des expériences à l'air libre qui ont eu lieu dans les années 1960 et 1970. D'autres risquent dans ces prochaines années d'avoir de graves problèmes de santé pour avoir ramassé, après un essai, des échantillons dans les cuves.

Il est grand temps que les langues se délient, que les personnes concernées exigent des comptes de l'Etat sur les conséquences de ces essais dits froids. A noter que l'association Aven (association des vétérans des essais nucléaires) mène un travail juridique*. Derrière l'écran de fumée des traités sur la non-prolifération des armes nucléaires et sur l'interdiction de leurs essais grandeur nature se cache la course à l'extension et à la sophistication de l'arsenal nucléaire. Demain, des populations auront à subir des désastres. Lutter contre ces futures catastrophes qui n'auront rien de naturel passe aujourd'hui par l'exigence de la fermeture de ce site de Moronvilliers. ●

Septembre 2005
Egrégore

Nucléaire, la voie criminelle



Bombardier furtif américain larguant des bombes nucléaires de poche au cours d'essais en Alaska, vers la fin des années 1990. Pour les besoins de l'expérimentation, le plutonium a été remplacé par de l'uranium appauvri.

* Aven http://aven@aven.org où on peut obtenir l'adresse du délégué marnais de cette association : Michel Cardon, 27, rue Lecomte-de-l'Isle, 51000 Châlons-en-Champagne.

Discipline nucléaire !



Depuis l'accident de Tchernobyl, on sait par expérience que l'accident majeur est possible. En France les autorités et le lobby nucléaire s'y attendent et prennent des mesures préventives pour dégager leurs responsabilités futures. Le meilleur moyen pour cela, c'est de responsabiliser toute la population et d'associer à cette fin des ONG, individus médiatiques et communauté civile dans des opérations humanitaires de communications et de prévention de la catastrophe. En fait, ces opérations ne visent qu'à l'habituation à la catastrophe.

Ce sont des simulations (comme à Paris ou à Belleville/Loire dernièrement) qui s'avèrent être des entreprises surtout de contrôle social totalement inopérantes et inconséquentes en termes sanitaires où le dispositif militaire est quasi absent, uniquement en arrière-plan, juste pour suggérer qu'en cas d'accident réel, c'est bien les militaires et eux seuls qui mèneraient les opérations de maintien de l'ordre et non la sécurité civile. Avec le bordel qui règne lors de ces simulations, et ce serait sans doute pire en cas d'accident, on comprend pourquoi les autorités se préparent à cacher tout simplement l'accident s'ils le peuvent mais, surtout, à l'encadrer militairement de façon conséquente. Le raccourci «Société nucléaire : société policière et militaire» prendra alors tout son sens.

Ce sont aussi ces distributions de pastilles d'iode dans les agglomérations proches des centrales qui s'avèrent inefficaces si elles ne sont pas prises dans de bonnes conditions, 1 à 2 heures avant l'exposition, et inopérantes quelques heures après leur prise. Elles sont sensées, en effet, protéger de l'iode radioactif afin que celui-ci ne se fixe pas sur la thyroïde, mais c'est masquer ainsi toute la gamme des autres radio-éléments encore plus dangereux que sont les césium, thorium, uranium, etc., dont les effets et les durées de vie sont pires. Un gros bluff donc, vu le secret qui entourerait un accident et son rayon d'action !

Ce sont encore dans les médias ces révélations au compte-gouttes des mensonges passés de l'Etat et des nucléocrates. Journaux, radio ou télé y vont de leurs entrefilets ou émissions spectaculaires, procès, etc., qui découvrent les dégâts après les avoir tant tus. Il est nécessaire de s'interroger : pourquoi les autorités acceptent de revenir sur des mensonges passés qu'ils ont tenu bec et ongle, comme le fait que les divers essais ou accidents radioactifs n'aurait provoqué aucun dommage. Nous assistons ici après le fait accompli, et grâce à une pseudo-transparence, à une vaste entreprise de manipulation pour l'acceptation par la société civile toute entière à cogérer la future et inévitable catastrophe et ses dégâts.

Ce sont enfin, entres autres, ces plans de réhabilitation des territoires contaminés en Bélarus qui, se basant sur un manque d'études sanitaires antérieures, refusent d'attribuer à l'accident de Tchernobyl les conséquences de maladies causées par la contamination interne. Pour les nucléocrates, la contamination interne n'existe pas car elle ne peut pas se prouver par des études statistiques, ce n'est donc que de la radiophobie entretenue par les antinucléaires. Le but des nucléocrates est la préparation à la survie en milieu contaminé, au Bélarus comme ailleurs, le codex alimentarus qui préconise des normes hautes admissibles dans l'alimentation en est l'illustration. Cette mesure permettrait de minimiser les conséquences sanitaires d'un accident mais aussi d'accepter des denrées produites en territoires contaminés. Avec l'irradiation industrielle des aliments, pudiquement nommée ionisation pour pas effrayer le pèlerin, notre environnement s'avère des plus radieux.

Avec la Bombe, nous étions préparé au risque nucléaire militaire et sa destruction totale qui a engendré ce comportement d'aveuglement : «Après moi, la fin du monde». Mais le nucléaire en général et sa logique disciplinaire risque bien d'être en attendant la fin de l'espoir d'un monde, celui d'un monde humain, émancipé et autonome, tel que nous le concevons. C'est sans doute pourquoi, à l'heure où les nucléocrates remontent de plus belle au front afin d'enfoncer plus loin le clou de la domination, à l'heure où ils ressortent leurs armes de prédilection (mensonges, manipulations, discours d'experts) que le 14 mars 2005, un groupe d'individus anonymes a interrompu dès son ouverture le séminaire européen Sage* qui se tenait à Paris. Les nucléocrates présents ont été copieusement arrosés d'œufs pourris, de purin et de peinture. Juste retour d'expérience, évidemment trop symbolique, pour répondre à leur travail de défense de l'industrie nucléaire. Le texte suivant a été laissé sur place. ■

Octobre 2005
J. & J., de l'Essonne

Retour d'expérience

Aux experts nucléaristes européens et à leurs supplétifs réunis au Conservatoire nationale des arts et métiers pour finaliser le programme Sage*

Parce qu'il est inconcevable pour tout pouvoir d'assurer l'évacuation des zones contaminées, la catastrophe de Tchernobyl a produit huit millions de cobayes condamnés à survivre sur des territoires dévastés à jamais. Mais elle a aussi produit une nouvelle génération de nucléocrates, Vous, tout entiers dédiés au contrôle social. Vous déclarez : *«Vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence…»* et vous organisez l'invisibilité du désastre. Avec les programmes Ethos** et Core**, conduits par l'industrie nucléaire, vous avez, en Biélorussie, «aidé» les populations à faire comme si elles pouvaient vivre normalement dans des conditions qui les tuent. Vous appelez cela *«le développement durable sous contrainte radiologique»*. Armés de compteurs Geiger et puant la bonne conscience, vous êtes allés jusqu'à expliquer aux femmes enceintes qu'elles devraient se *«réapproprier leur environnement»*. Riche de votre expérience, la Commission européenne a maintenant besoin de vous pour en appliquer les conclusions ici. Car les Etats européens se sont rendus à l'évidence : le développement actuel du nucléaire *«impose d'envisager l'éventualité d'un tel accident»*. Le projet Sage que vous finalisez vise à anticiper une telle «surprise» en formant les habituels relais du pouvoir (professionnels de l'éducation et de la santé) à une *«culture de protection radiologique»*, véritable guide de conduite pour apprendre à crever en comptant les becquerels.

Votre sale boulot prend tout son sens une fois mis en relation avec les dernières décisions de l'Etat : en effet, les illusoires mesures de seuils de radioactivité viennent d'être revues à la hausse, normalisant une alimentation et une agriculture irradiées. Vous n'êtes qu'un rouage de cette vaste entreprise de camouflage qui consiste à accoutumer les esprits au fait accompli. Et, dans cette scénographie, il ne manque pas d'écologistes collabos (Acro...), de scientifiques marginalisés (Belrad), pour jouer les faire-valoir de ce projet négationniste. Toute cette affaire vise à organiser l'acceptation et la «confiance sociale» nécessaires à la relance actuelle des programmes nucléaires, civil et militaire (EPR, Iter, uranium appauvri, Laser mégajoule...). Pour être pleinement efficace, votre travail de dissi- ➥ PAGE 14



L'expérience biélorusse de Tchernobyl fait figure d'avant-garde. Aussi soviétique que soit considéré l'accident d'avril 1986, ses conséquences démesurées n'en concernent pas moins la fine fleur de l'atome occidental. Un nucléocrate averti en vaut deux.* Une petite sauterie entre amis au Cnam à Paris, le 14 mars 2005 : c'est l'ultime étape d'un programme nucléaire européen dénommé Sage (voir ci-contre dans le tract). Aboutissement de plus de dix années de recherches dans une Biélorussie définitivement irradiée par l'accident nucléaire de Tchernobyl, ce colloque rassemble une impressionnante brochette d'experts : les tenants européens de la «gestion du risque majeur» sont tous là, main dans la main avec les experts biélorusses, pour étudier le fait accompli de l'irrépressible désastre nucléaire. L'initiative en revient au CEPN (le Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), une pseudo-association à la pointe du risque nucléaire. En son sein on retrouve une soixantaine de travailleurs, qui viennent tous d'EDF, d'Areva et de la Cogema. Les nucléocrates sont savamment coordonnés par une société privée de communication autour du risque, Mutadis Consultant. Les nucléocrates français expérimentent les conditions de vie dans une Biélorussie moribonde, main dans la main avec les autocrates locaux qui assurent coûte que coûte la continuité de l'Etat. Soudain, des insultes, des œufs pourris, des giclées de faux sang s'abattent sur l'assemblée. Et ce tract est lancé ■

Janvier 2006
J., de Paris

* **«Il faut se préparer** au cas où il y aurait un gros pépin.» Jacques Lochard, directeur du CEPN (l'institut chargé de la radioprotection en France) et coordinateur de Sage.

Brèves

Solidarité avec les opposant-e-s à la biométrie !

Déjà largement utilisée dans les prisons et dans le contrôle des flux migratoires, la biométrie pénètre aujourd'hui l'école sous couvert «d'efficacité» et de «modernité» nécessaire. Des entreprises aux Etats, des industriels aux institutions para-étatiques et internationales, tout le monde participe aujourd'hui à la prolifération de cette technique du contrôle social. La Cnil joue son rôle dans l'acceptation tandis que la Cité des sciences monte une exposition propagandiste avec Sagem Morpho (groupe Safran). Une vingtaine de personnes a néanmoins décidé en novembre dernier de dénoncer la présence de ces machines en les prenant pour cible dans la cantine d'un lycée de la vallée de Chevreuse. Le tract laissé sur place invitait les lycéens à s'attaquer au contrôle «non pas en tant que dispositif imposé par une minorité à une société par essence libre, mais comme le fonctionnement normal du capitalisme moderne, au travail au supermarché, dans les transports, devant son ordinateur». La biométrie y est présentée comme «une composante parmi d'autres d'un système scientifique et technologique qui est le premier obstacle à la justice sociale et à la liberté». Trois de ces individus passent en procès le 20 janvier au tribunal d'Evry. Nous seront avec eux, en espérant que ce procès ne soit que le début imposé et difficile de ce qui pourrait devenir un front d'opposition conséquent. ●

Janvier 2006
P.

➡ PAGE 13 mulation experte se double d'un spectacle télégénique où figurent girophares, blouses blanches et tenues NRBC, la simulation.

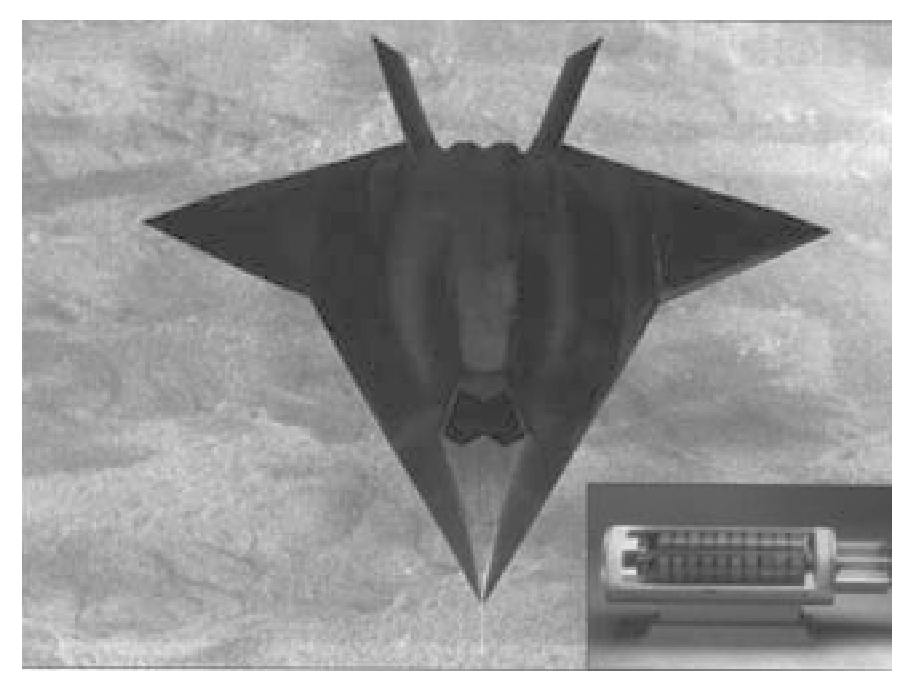
Aujourd'hui, dans une station de RER, dans la cour d'un hôpital, sur une base militaire, dans le «périmètre» d'une centrale, dans les champs, les simulations sont partout. La mise en scène militaire de la défaillance et de sa résolution par des praticiens «efficaces» sont les deux faces d'un même projet de domination. Fardée d'images et bardée d'experts, la catastrophe peut alors s'effacer dans un quotidien ininterrompu «d'incidents significatifs», de «disparitions [de sources radioactives] dans le nucléaire de proximité», d'«actes de malveillance», de «retours d'expérience», d'«accidents domestiqués», de distribution de pastilles d'iode et d'«amélioration des méthodes d'interaction avec les populations». Bien sûr, cette habituation à laquelle vous travaillez n'a pas pour finalité d'empêcher une catastrophe que l'armée est désormais officiellement la seule «habilitée» à gérer.

En réalité, elle est là pour ajuster les rapports sociaux au désastre existant et aux suites des catastrophes à venir. Comme le conseille l'illusionniste prestigieux Jacques Lochard : *«Nous devons occuper le terrain.»* Nous avons tenu cette fois à suivre son conseil et à venir couronner, comme il se doit, votre travail de maquillage en faisant notre «retour d'expérience». ●

Paris, les 14 et 15 mars 2005
Lonesome cobaye not so far away from Belarus

* **Sage** Stratégies pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire.

** **Ethos** (1996-2001) et Core (lancé en 2002) sont des projets de réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl. Tous ces projets sont coordonnés par le CEPN, émanation d'EDF, du CEA, de la Cogéma, d'Aréva et de l'IRSN.



Prototype d'avion militaire sans pilote (drone), financé par le Conseil de l'Europe et réalisé par le couple franco-allemand, dont le CEA. Le drone est porteur de la bombe E de poche, déjà opérationnelle et utilisée lors de la dernière guerre du Golfe. Le détonateur-amplificateur, qui peut être nucléaire, produit des champs électromagnétiques susceptibles de détruire les communications radio et la vie organique, à l'échelle de quartiers.

Nous voulons encore croire qu'une autre société est possible !

Ce tract a été distribué à la manifestation appelée par le Réseau et d'autres lobbies écologistes le 24 septembre 2005 à Bar-le-Duc, rassemblant environ 6 000 personnes. A quelques-uns, nous avions décidé à la réunion de coordination de Reims d'y aller pour exprimer, en toute autonomie, nos propres positions et, à partir de là, pour tenter de rencontrer des individus plus radicaux que les leaders écologistes. Pari tenu, en partie du moins… ●

Le nucléaire est le scandale d'une folie imposée par l'Etat. Avant qu'il impose aux populations le stockage des déchets nucléaires sous terre, dans l'espace ou dans des pays à sa solde, nous n'avons pas d'autres choix que de lutter pour l'arrêt immédiat du nucléaire tout en sachant que seul un mouvement social peut l'imposer.

"Devoir de mémoire" !

En août 1999, le décret donnant le feu vert au laboratoire souterrain de Bure était signé par les gestionnaires de l'Etat français. Qui était au pouvoir à cette époque ? La gauche poubelle, pardon plurielle ! La ministre de l'environnement, une certaine Dominique Voynet, fut cosignataire de ce décret. En effet, le parti Vert ne pouvait pas remettre en cause son alliance électorale avec le PS. Ah, le pouvoir ! Pour quoi faire au juste ?

Le 20 octobre 2001 se déroule à Lille, Colmar, Lyon, Toulouse et Nantes une journée d'action antinucléaire sur l'initiative du réseau. 25 000 personnes sont dans la rue dont un nombre non négligeable de personnes qui défilent en scandant : *«Cochet, Etat, Cogema, tout çà à la poubelle»* (Cochet est le nouveau titulaire du strapontin réservé au Vert au sein du pouvoir) et aussi : *«Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire.»* C'est à Colmar que les collectifs Bure manifestent. Ils y prennent la parole. Eux qui ont l'habitude de se tourner vers leurs élus locaux que l'Andra achète… déclarent : *«Alors, on s'est tourné vers la crème de nos élus : les ministres. Mais là quelle Bérézina ! Nous n'avons découvert que marionnettes manipulées et sans consistance…»*

Et aujourd'hui ?

Rien n'a changé ! Le parti Vert cogère avec le PS un nombre important de régions. En Basse-Normandie, les élus Verts ont permis, par leur abstention, que le conseil régional de cette région se prononce favorablement à l'implantation d'une centrale nucléaire de type EPR à Flamanville. Hier, comme demain, l'opposition des Verts au nucléaire est inversement proportionnelle à leur distance du pouvoir. Un mouvement antinucléaire conséquent, sur des bases claires, ne peut se construire qu'en dehors et même contre ce parti qui s'apprête demain à sauter dans le coffre arrière du PS.

Mais ne nous leurrons pas, d'autres chapelles avec ou sans étiquettes participent au sabordage d'une lutte véritablement antinucléaire. Tels certains élus et autres associations qui «soucieux de démocratie», réclament un référendum local dont la restriction géographique n'a d'égal en ineptie que le bourbier des urnes avec sa délégation de pouvoirs et de savoirs. Mais ce sont aussi ces «principaux élus» plus pragmatiques qui se réfugient derrière un débat «faire valoir» pour quémander auprès de l'Etat le triplement de la gamelle nucléaire qui est déjà de 9,5 millions d'euros pour chacun des deux départements, affichant clairement le prix de leur soumission.

La coordination contre la société nucléaire

C'est ainsi que s'est constituée une coordination nationale de collectifs antinucléaires en janvier 2004 afin de rassembler les individus et les groupes soucieux de poursuivre une critique de l'industrie nucléaire, ainsi que de la société qui la produit.

Notre base minimum d'accord est le refus des buts et des méthodes du Réseau pour sortir du nucléaire qui dans la régression actuelle se présente comme «le» mouvement antinucléaire et «la» voie réaliste pour une sortie à terme. A l'opposé de ce réseau-lobby, notre minimum d'accord implique :

- D'œuvrer pour une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire.
- La défense impérative de notre indépendance et le refus de toute complaisance avec quelqu'appareil politique que ce soit puisqu'ils peuvent être tous qualifiés de nucléaristes.
- Un mode de fonctionnement basé sur la libre association, la prise de décision en commun et le contrôle strict de toute délégation de pouvoir.

De tels principes de fonctionnement ont porté dans l'histoire le nom de démocratie directe.

Si vous désirez en savoir plus sur notre coordination, n'hésitez pas à écrire à l'une de nos adresses ci-dessous. ■

Egrégore
B.P. 1213 51058 Reims Cedex
Collectif libertaire amiénois
B.P. 617 80006 Amiens
Coordination contre la société nucléaire
c/o CICP, 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris

Bas les pattes du Val Susa !*

Cela fait plus de 10 ans que la population du Val Susa, dans le Piémont, se mobilise contre le projet d'une œuvre monstrueuse : la ligne à grande vitesse Turin-Lyon.

Le train à grande vitesse (TGV et TAV en italien) se veut à la pointe de l'innovation ferroviaire, et est défini comme une étape inévitable du progrès et de la technologie (aucun politicien, aucun journaliste apparu à la télé ces derniers jours n'a imaginé remettre en discussion le projet). Mais vu que les miracles sont rares, il faut en payer le prix : lignes entièrement nouvelles avec des quais modifiés géométriquement, une alimentation électrique différente et des coûts de manutention très élevés.

Ceci signifierait pour les valsusains la destruction de leur terre. Des tonnes de béton envahiraient la vallée pour construire une ligne ferroviaire qui traverserait les villages, trouant par de longs tunnels les proches montagnes où se trouvent de fortes concentrations d'amiante, d'uranium et de radon.

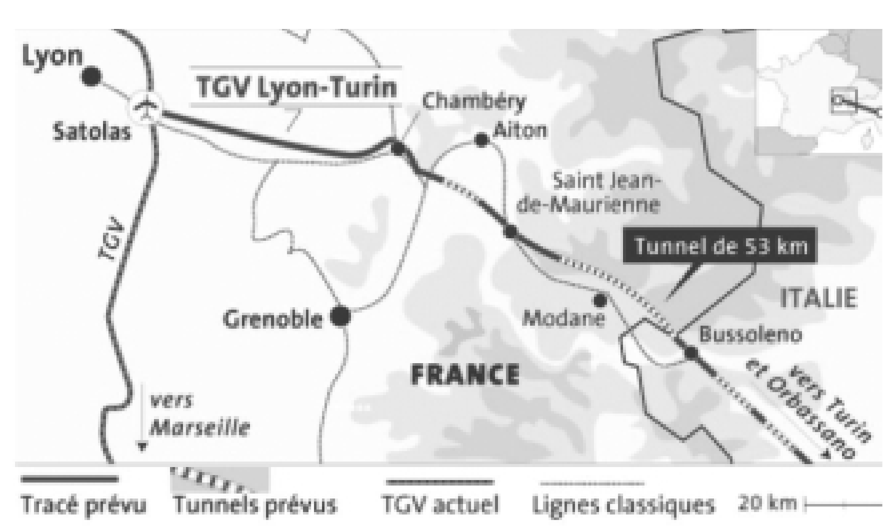
Le tout pour faire circuler plus rapidement des marchandises et des hommes d'affaire. Ce qui s'est créé au cours des années comme opposition au TAV a été un large mouvement qui comprend des gens «ordinaires», des groupes écologistes, certaines institutions locales et des comités de lutte. Ces derniers sont nés dans l'intention d'informer tous les valsusains du «problème Tav» et de créer ensemble des moments de lutte contre le projet.

Après une manifestation océanique en juin où plus de trente mille personnes ont marché dans la vallée en levant les drapeaux «No Tav», les comités populaires ont donné vie à trois rassemblements permanents sur les terrains où devraient commencer les sondages dans les montagnes (premier pas vers la réalisation des tunnels).

Nés pour veiller constamment sur la zone, ce sont vite devenus des lieux de rencontre, de socialisation, de confrontation réciproque et de passage des informations. Là, jeunes, familles et anciens se retrouvent chaque jour, faisant vivre une expérience d'autogestion qui va au-delà d'un projet dévastateur. Les rassemblements ont grandi grâce à la contribution de chacun, dans la mesure et la forme de ses possibilités : l'un fournissant les sièges, l'autre un poêle à chauffer, l'un cuisinant et l'autre portant un peu de bon vin. Dans ces moments, les gens se donnent la possibilité de créer un mode de vivre non programmé par la routine quotidienne, la mettant et se mettant en discussion. Des personnes qui peut-être peu de temps auparavant ne se seraient pas saluées se parlent à présent, réfléchissent, se disputent et programment ce qui est leur propre défense et la survie de la vallée.

Le vif esprit d'autogestion, d'assemblées et de rassemblements s'est trouvé fort à faire avec le rôle de médiation des maires et des institutions locales, ou avec la poigne de fer de la région Piémont et du gouvernement. Se trouvant pris entre deux feux, d'une part une population qui s'oppose au Tav sans si et sans mais et de l'autre le sommet de leur parti qui insiste à plusieurs reprises pour commencer les travaux, les maires et les conseils locaux ont cherché à ralentir le temps à tout prix. ■

Novembre 2005
El Salvanèl numéro 3



Brèves

Sabotage de la ligne TGV sud-est*

Le 23 décembre au soir, la ligne TGV Paris-Lyon-Turin a été sabotée : incendie d'un dispositif électrique à hauteur de Montereau-Fault-Yonne, perturbant le trafic pendant plusieurs heures. Solidarité avec le Val Susa en lutte contre la construction de la ligne de TGV Lyon-Turin. Si nous sommes pressés de vivre, nous crachons aussi sur la vitesse rentable. ● **No Tav**

*Extrait du portail Indymédia

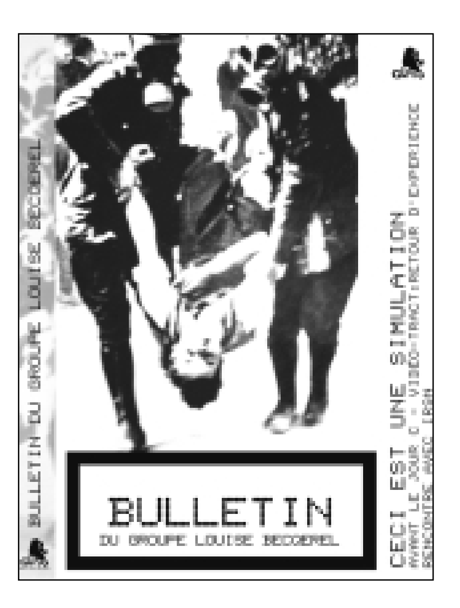
*** Le texte** *Bas les pattes* est extrait de la brochure *A toute allure,* réalisée par Quelques révoltés métropolitains, disponible sur Internet.

En décembre 2005 est né le collectif rhônalpin contre le Lyon-Turin à l'initiative de celles et ceux qui, à Valence, Grenoble ou Chambéry, ont commencé à faire de l'information sur le sujet par des débats ou des rassemblements.
Courriel : nonaulyonturin@no-log.org

Des vidéos contre le montage nucléariste*

Quelques individualités – de Paris et d'ailleurs – ont tenté d'illustrer en images comment le nucléaire sous ses multiples aspects constitue un outil central dans le maintien et le développement du contrôle social moderne, du travailleur aux populations. Au-delà du résultat mis à disposition – le film *Ceci est une simulation* et divers contenus audiovisuels –, le processus même de bricolage de cet outil de discussion a été central. Ce que nous avons finalement qualifié de bulletin du Groupe Louise Becquerel est le fruit d'une intense – aussi dure que drôle – expérience de montage collectif étalé sur plusieurs semaines. Nous nous excusons auprès des cobayes qui ont dû subir plusieurs projections, mais nous avons prévu de recommencer. ■

Janvier 2006
Globe



Ceci est une simulation

30 minutes

Alors qu'à Tchernobyl, la catastrophe fut niée, les différents pouvoirs orchestrent aujourd'hui sa prise en main. Au cœur d'un monde restructuré par la peur, du réacteur à la cour d'école, du travailleur aux populations, la simulation nous dit que l'accident aura bien lieu. même lorsque la mise en scène semble ratée, elle atteint ses buts : la soumission des corps, l'habituation des esprits à un monde géré militairement, des individus acteurs de leur propre servitude.

Avant le jour C

8 minutes 30 secondes

«On nous vaccine, d'abord à coups d'images, de mises en scène. Nous devons apprendre à vivre avec l'idée permanente de la destruction partielle tandis que systèmes techniques et éprouvettes disparaissent derrière le confort domotique qu'ils entraînent. Les choses ont été pesées depuis longtemps, les expertises ont pondu leurs contre-expertises en blanc et raisonnablement, nous ne pourrions reculer. Mais ce laboratoire monde doit fonctionner et malgré la domestication en cours, il est fragilisé et menacé tous les jours. les attaques les moins prévisibles et les plus dévastatrices proviennent de ce qu'il est désormais convenu d'appeler le «facteur humain». La «société du risque» nous apprend donc à pointer des causes, toujours parcellaires, pour collectivement expulser le dissensus… l'incertitude… la défaillance…»

Retour d'expérience

5 minutes

«Aujourd'hui 14 mars 2005, nous avons interrompu le séminaire européen Sage, les nucléocrates ont été copieusement arrosés d'œufs pourris, de purin et de peinture, juste retour d'expérience évidemment trop symbolique pour répondre à leur travail de défense de l'industrie nucléaire…»
Lecture imagée du tract des Lonesome cobayes not so far from Belarus.

Rencontre avec l'Institut de radio-protection et de sûreté nucléaire (IRSN)

6 minutes 30 secondes

«Mais encore une fois, je suis extrêmement gênée, j'ai aucun brief […], et c'est ma conscience professionnelle, moi je ne m'exprime pas quand on ne m'a pas demandé de le faire.» *Chargée de communication, EDF Recherche et Developpement.*
«Je suis une mascotte virtuelle, je m'appelle Nucléon et ma mission, c'est de présenter l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.» *Salon de la recherche et de l'innovation, juin 2005.*
«On peut difficilement parler de l'IRSN sans parler de son grand maître, Pelerin, l'homme qui a arrêté le nuage de Tchernobyl aux frontières de la France.» *Un travailleur du nucléaire.* ■

Novembre 2005
Groupe Louise Becquerel

Inclus dans le DVD

Du mensonge à la catastrophe nucléaire

1 h 8 min

Emission radio de T. J. diffusée sur FPP, avec des interviews de W. Tchertkoff, M. Fernex, R. Bélbéoch et une réponse gênée de G. Lochard.

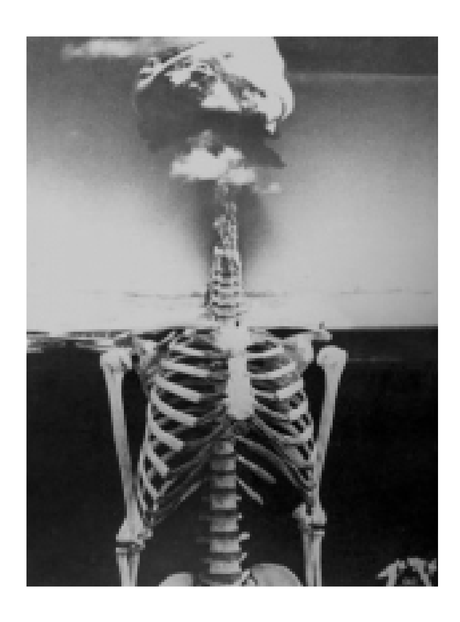
*** Le DVD** est disponible à prix libre.
Pour l'obtenir :
- Courrier :
Collectif contre la société nucléaire, c/o CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil cedex
- Courriel :
groupelouisebecquerel@no-log.org

Recension

Le complexe nucléaire, des liens entre l'atome civil et l'atome militaire

Par Bruno Barrillot

Editions CDRPC/Observatoire des armes nucléaires françaises, 2005



Voici un petit livre qui a le mérite d'être à la fois synthétique et précis sur un sujet vaste et peu connu chez les anti-nucléaires. L'auteur montre bien comment les liens entre le nucléaire civil et ses usages militaires existent depuis la découverte de la radioactivité jusqu'à ses implications internationales aujourd'hui. Depuis les équipes de radiographie X envoyés sur le front de la guerre 1914-18 par Marie Curie jusqu'aux récents projets expérimentaux Laser mégajoule et Iter du CEA.

Il montre aussi comment tous les projets nucléaires civils ont servi de paravent à des applications militaires de l'atome et impliquent en retour des interventions militaires pour la sécurité de l'approvisionnement et des installations. Plus particulièrement attentif à ce qui s'est passé en France, il retrace dans ses grandes lignes comment le CEA, dont le statut exceptionnel en fait un Etat dans l'Etat dès 1945, organisme «civil» à la base, a aussi spontanément que discrètement mis au service des militaires les savoir-faire et les équipements destinés à la constitution d'une industrie nucléaire pour l'édification en parallèle d'une force de frappe nucléaire, toutes deux indispensables à la «grandeur de la France», comme on sait.

C'est que, du seul point de vue technique, la frontière entre nucléaire civil et militaire est très ténue. Et c'est là que réside «l'hypocrisie» du Traité de non-prolifération (TNP) rédigé en 1968 par les cinq Etat possédant alors officiellement l'arme atomique : ce traité interdit aux autres Etats de développer un tel arsenal, tout en les autorisant à s'équiper de nucléaire «à des fins pacifiques», qui avec quelques modifications et équipements supplémentaires peut produire les matières nécessaires à la Bombe. Il n'était pas question pour les pays industrialisés de se fermer un si juteux marché. Aussi, trente-cinq ans après, ce TNP est évidement un échec complet, la France n'ayant pas été la dernière à vendre ses centrales à Israël, au Pakistan, en Irak ou en Iran, introduisant ainsi la mèche nucléaire dans la poudrière du Moyen-Orient. Pour empêcher cette prolifération, devenue encore plus dangereuse avec la menace du terrorisme international, les grandes puissances se lancent maintenant dans les «guerres du nucléaire civil» (seconde guerre d'Irak, menaces sur l'Iran et la Corée du Nord).

Mais l'hypocrisie et l'inconscience sont toujours de mise puisque l'industrie nucléaire militaire continue d'innover en diversifiant ses produits. Ainsi, ce que des terroristes n'ont pas encore osé faire, à savoir utiliser des «bombes sales» faites de matières radioactives, l'Otan et les USA l'ont déjà fait en utilisant les munitions à l'uranium appauvri au Kosovo et en Irak. De même, ce sont les États-Unis (ainsi que l'Europe, à travers les retombées probables des projets ITER et Laser Mégajoule) qui font des recherches sur les «mini-nukes», armes nucléaires de faible puissance à utiliser sur le champ de bataille.

La conclusion de Barrillot est claire et sans ambiguïté : pour arrêter la dissémination suicidaire des armes nucléaires et la dispersion morbide des radioéléments, c'est l'industrie nucléaire militaire aussi bien que civile qu'il faut remettre radicalement en cause. Il ajoute que c'est une *«solution que les diplomates et les industriels ne sont pas prêts à promouvoir»,* sans parler des Etats et des militaires fascinés par la toute-puissance que leur confèrent ces engins, et encore moins les contre-experts citoyenno-écologistes du réseau «Sortir du nucléaire» qui co-éditent pourtant ce livre. Mais face à tous ces «responsables» de la fuite en avant dans la monstruosité et ces réalistes qui s'identifient à la puissance qui les écrase, c'est la seule position raisonnable de ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur existence. C'est tout le mérite de ce livre que de nous aider à mieux le comprendre. ■

Septembre 2005
B. L.

Le Mémento Malville

Une histoire des années soixante-dix

Par Simples Citoyens

37 pages A4 sur deux colonnes, disponible exclusivement sur Internet à l'adresse www.piecesetmaindoeuvre.com, ou auprès de la coordination pour le prix des photocopies.

Lors des discussions que nous avons menées au sein de la coordination, il a été évoqué à plusieurs reprises l'utilité de revenir aujourd'hui avec un regard critique sur l'histoire du mouvement antinucléaire, à la fois pour lutter contre l'amnésie généralisée et pour s'efforcer de tirer des leçons de l'expérience passée. Le texte mis en ligne cet été par le groupe grenoblois «Pièces et main d'œuvre» – surtout connu pour son opposition aux bio- et nanotechnologies – apporte une contribution d'un grand intérêt à cette tâche

La première qualité du texte est, comme l'indique son sous-titre, qu'il s'efforce de mettre en perspective historique l'opposition à Superphénix des années 1976-77, à la fois par rapport à 68 et par rapport aux suites toujours plus lamentables, du rassurant Larzac aux grotesques illusions mitterrandiennes. Bref, ce texte ne parle pas que du nucléaire, loin de là (ce qui est remarquable pour un texte antinucléaire), mais d'abord d'une contestation qui *«jamais avant, et jamais depuis [...] ne fut à la fois plus massive et plus radicale»*. C'est-à-dire qu'il s'agit pour les auteurs d'un tournant décisif dans l'histoire récente, qui pour cette raison fut particulièrement *«nié [...] et refoulé [...]»*.

Il est très instructif également de constater à quel point était répandue à l'époque, même auprès des plus modérantistes, une critique qui, au-delà du nucléaire et à travers lui, dénonçait *«la société qui le produit et qu'elle contribue en retour à transformer»* (cf. la plate-forme de la coordination) : société de consommation de masse, domination technologique et étatique, etc. On mesure, à ce rappel de l'atmosphère intellectuelle de l'époque, l'extrême régression actuelle.

La deuxième qualité du texte est qu'il prend le temps de détailler l'histoire de cette opposition, et d'analyser les raisons de son échec (en tout cas : les raisons qui venaient d'elle-même et pas des forces de son adversaire). Les auteurs s'attachent ainsi à décrire les principales «personnalités» du mouvement – et aussi leurs carrières ultérieures. Ce n'est pas le moindre intérêt du texte que de voir dévoilés tous ces piteux revirements – tous ces opposants bon teint devenus depuis experts auprès de bureaucrates d'Etat ou d'entreprises. Plus que de réglements de compte, c'est bien d'avertissements dont il s'agit : les auteurs nous présentent les écologistes d'Etat et leurs amis au berceau, et nous montrent à quoi ils ont servi. Par-delà l'opposition entre violents et non-violents présentée comme la ligne de démarcation de l'époque, c'est en effet la question du rapport avec le pouvoir, et donc la conception de la politique, qui est au centre du propos.

Le texte décrit enfin en détails le déroulement des événements, les hésitations tactiques, les tentatives d'organisation, et surtout les permanentes manœuvres et manipulations pour garder le contrôle d'un mouvement et l'orienter dans une direction : celle du mur. Il décrit aussi, évidemment, l'insuffisance de ses participants, le manque de clairvoyance ou de fermeté, puis les renoncements et l'inconséquence purs et simples de la grande majorité après l'échec de la manifestation de l'été 77. Notons les intéressantes remarques sur une *«démocratie directe d'autant plus facilement manipulable qu'elle est trop informelle»* pour se donner les moyens de défendre ses principes.

Les auteurs ont visiblement connu de très près tous ces événements, ce qui rend le texte très vivant et sensible. Et il serait fort intéressant de confronter leur version des faits avec d'autres témoignages, pour la confirmer ou la corriger le cas échéant. En tout cas, des textes de cette tenue sur les autres grandes étapes de la lutte antinucléaire seraient les bienvenus. Bien sûr, le plus important dans ce genre d'étude historique, c'est d'en tirer les conclusions pour aujourd'hui. ■

Novembre 2005
C.



Violente manifestation contre la construction du site nucléaire de Plogoff à la fin des années 70.

Dans la nuit du 19 novembre 1977, de multiples sabotages eurent lieu à travers la France, en particulier dans le Sud-Ouest, contre divers sièges et installations de sociétés privées et publiques, telles qu'EDF. Il faut dire qu'elles étaient les maîtres d'œuvre du plan Messmer, le nouveau programme électronucléaire qui devait couvrir l'Hexagone d'installations nucléaires, en premier lieu de centrales nucléaires, sous prétexte de crise pétrolière et d'indépendance énergétique de la France. Furent ainsi visés : la direction d'EDF à Paris, des garages et des pylônes EDF dans le Lyonnais, le centre de recherche du CEA et celui d'informatique d'EDF dans la région de Toulouse, les bureaux de la mine d'uranium à Lodève dans l'Hérault, etc. C'est que, malgré le bourrage de crâne officiel en faveur du nucléaire et le dénigrement, voire la dénonciation à la police des antinucléaires par la CGT, le refus, parfois radical, du plan d'Etat était à l'ordre du jour et il commençait à faire tache d'huile dans les régions où la population y était confrontée. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les actions de sabotage de l'époque, en particulier celles revendiquées par la «Coordination autonome des révoltés en lutte ouverte contre la société». Le Carlos fut crée par divers groupes affinitaires, d'obédience libertaire et autonome, pour réaliser ensemble des actions radicales, avec efficacité et humour, sans prétendre jouer le rôle de modèle. Ce qui était tout à leur honneur. ■

Octobre 2005
A. D.



Film chauvin sur le nucléaire, sponsorisé par le PCF vers 1950, avec Joliot-Curie jouant son propre rôle de campagnon de route nucléariste de la Résistance.

Communiqué du Carlos

«Libération» le 22 novembre 1977

Le développement forcené actuel de l'énergie nucléaire est un choix irréversible que le capitalisme nous impose. De part son fonctionnement, sa nature, l'énergie nucléaire est la caricature d'un univers hiérarchisé, technocratisé, militarisé où nous n'intervenons en rien. L'Etat ne respecte même plus sa propre légalité pour la construction des centrales nucléaires, l'ouverture des mines d'uranium, l'extension des usines de retraitement des déchets, etc.

Le choix de l'énergie nucléaire, de part la concentration des moyens économiques, technologiques, humains, est l'occasion rêvée pour le capitalisme de pérenniser sa domination sur nos vies. Une centrale nucléaire, une fois construite, ne peut être détruite avant vingt ans. C'est ici qu'un moratoire limité apparaît clairement comme démagogique. La valse hésitation du PS est bien dans la ligne récupératrice, démagogique, de ce parti attrape-tout. Refuser l'énergie nucléaire serait remettre en cause radicalement le capitalisme, ce qui fait sourire quand on voit la bousculade des cadres socialistes, dans la débandade forcenée de leur appétit de pouvoir. Ne nous trompons pas, nous aurons une bombe à gauche, une énergie nucléaire à gauche, avec des flics de gauche et des enterrements démocratiques. Quant au PC, avec ses vues totalitaires et bureaucratiques, il ne peut que cautionner le développement de l'énergie nucléaire dont il aurait le contrôle. Par ailleurs, le développement actuel des recherches sur l'énergie solaire, s'orientant vers de grosses unités de production, montre que l'intérêt du capital réside dans la concentration de l'énergie, pour garder le contrôle de sa redistribution.

La lutte contre le développement de l'énergie nucléaire ne peut se cantonner dans l'opposition légaliste des partis et des syndicats. De même, s'il est évident que les manifestations antinucléaires et écologiques ont révélé l'existence d'une contestation profonde de cette société sur les bases d'un refus de tout centralisme, toute hiérarchie, contre le travail salarié et la consommation à outrance, ces rassemblements ne peuvent suffirent à stopper le pouvoir. Il est indispensable d'intensifier les actions de sabotage qui touchent directement le pouvoir dans ses intérêts économiques et qui permettent de retarder, voire de stopper la construction des centrales, mines, usines liées au nucléaire.

Quoi qu'il en soit, le nucléaire n'est qu'un des aspects les plus apparents de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en main de tous les aspects de notre vie quotidienne. ●